



le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

N° 117 - 14 mars 1983

PRIX : 2 F

Sénégal

la comédie électorale

D'ABDOU

DIOP

- DANS CE NUMERO -

- SENEGAL : quand la LCT roule pour un boutgeois
- MALI : la SOCIMA au bord de la faillite
- CENTENAIRE il y'a 100 ans mourait Karl Marx

SOMMAIRE

éditorial

SENEGAL : LA COMEDIE ELECTORALE D'ABDOU DIOUF

Page 2
- EDITORIAL

Ce n'est une surprise pour personne qu'au terme des élections du 27 février, Abdou Diouf et son parti le PS aient remporté la victoire.

Page 3/4
- SENEGAL : quand la LCT roule pour un bourgeois

Pour les présidentielles, Diouf a été élu avec 83,55 % des voix; le second candidat, Wade, n'a eu que 14,71 %. Pour les législatives, le PS a remporté la victoire par 79,90 % des voix, soit 111 députés, suivi par le PDS d'Abdoulaye Wade avec 13,38 % des voix, 8 députés et le RDN de Cheik Anta Diop aurait un député avec 2,62 %.

Page 4
- SENEGAL : libérez tous les prisonniers politiques

Le nombre d'abstentions a été considérable, environ 42 % des électeurs. Cela montre à quel point la population sénégalaise se sent concernée par ces élections.

Page 5
- MALI : la SOCIMA au bord de la faillite

En tout cas, rien de surprenant de voir la victoire d'Abdou Diouf lorsqu'on sait que le nouveau code électoral est fait de telle manière qu'il favorise le parti au pouvoir. En plus le pouvoir en place s'est arrangé pour avoir la bénédiction de toutes les hiérarchies religieuses. Depuis des mois, une campagne a été orchestrée par les chefs de confréries religieuses pour recommander aux populations de voter pour A. Diouf. Il ne faut pas oublier l'influence de ces gens-là dont le poids, la pression sont considérables au sein de la population.

Page 6/7
- TCHAD : les populations dans la peur et l'insécurité

Sans oublier aussi les fraudes traditionnelles au cours des votes. Dans les bureaux de vote, on ne demande pas les cartes d'identité; ainsi une même personne peut voter plusieurs fois. Dans certains endroits, on interdit aux représentants des partis d'opposition de contrôler les urnes. Sans compter qu'en général les populations, pour la plupart ne sachant pas lire, ont du mal à reconnaître le nom des candidats sur les bulletins; et là encore les organisateurs des votes à la solde du pouvoir en profitent pour frauder. Et de tels exemples où les voix des électeurs sont détournées au profit du parti gouvernemental sont monnaie courante au Sénégal. Alors la démocratie que nous prône Abdou Diouf n'est qu'un leurre.

Page 7
- ELECTIONS MUNICIPALES EN FRANCE : les propos racistes contre les immigrés

En réalité, ces élections sont une occasion pour se faire légitimer par la population. Il veut montrer qu'il n'a pas été mis à la tête du gouvernement par Senghor mais choisi, élu par la population sénégalaise. Ainsi il pourra mener la politique qu'il veut. Mais, même si tout se passait bien, et que tous les candidats avaient les mêmes chances, qu'est ce qui changerait ?

Page 8/9/10
- il y'a 100 ans mourait Karl Marx

Rien ! Tous les candidats font croire que par les élections, en remplaçant Diouf par un autre, la vie serait différente. En réalité, avant comme après les élections, avec Diouf ou un autre le pays est le même, les inégalités restent, et personne ne conteste le pouvoir des riches, des privilégiés. Et surtout personne ne conteste les gardiens de l'ordre social c'est-à-dire l'armée et la police.

* * * * *
* * * * *
aaaaaa

Cela dit, les travailleurs et les paysans pauvres ne doivent pas dédaigner les quelques droits que le régime sénégalais accorde. Ces droits de créer son organisation, de participer aux élections, même partiels et défigurés, ils font exception dans un continent comme l'Afrique. Les régimes en place n'admettent aucune liberté démocratique.

Ces quelques "droits" qui existent au Sénégal pourraient et devaient être utilisés par les travailleurs, s'il y avait un parti ouvrier représentant leurs intérêts. Mais ils ne pourraient être utilisés que pour faciliter l'éducation politique des masses ouvrières - et s'adresser aux

* ABONNEMENTS *
- FRANCE : 1 an
• pli ouvert : 24F
• pli fermé : 48F

A D R E S S E

- VOIR ENCADRE
PAGE 10

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

travailleurs lors d'une élection peut en être une occasion - pour faciliter l'organisation des travailleurs, mais tout cela, en vue de renverser la société d'exploitation, et non pas dans le fallacieux espoir de la changer par le bulletin de vote.

SENEGAL

QUAND LA LCT ROULE

POUR UN BOURGEOIS

Au cours des élections présidentielles sénégalaises, l'opposition était divisée après avoir préconisé une candidature unique contre le Parti Socialiste et son candidat Abdou Diouf.

Finalement il y a eu quatre candidats face à Diouf : Mamadou Dia (MDP), Oumar Wone (PPS), Abdoulaye Wade (PDS) et Majhemunt Diop (PAI). Parmi ces hommes politiques, les camarades de la Ligue Communiste des Travailleurs (LCT), trotskystes, ont choisi de soutenir Mamadou Dia, l'un des hommes de la bourgeoisie, ancien premier ministre de Senghor de 1960 à 1962. Citons quelques passages du journal de la LCT, " Tribune ouvrière " de janvier dernier où l'on peut lire, en première page : " Contre la vie chère et le chômage, pour le droit au travail, à la santé, à l'éducation, Unité pour en finir avec Abdou Diouf. Assemblée souveraine; Vote Dia ! "

Les camarades de la LCT doivent avoir la mémoire courte car Dia a montré ce qu'il valait pendant deux ans lorsqu'il partageait le pouvoir avec l'un des valets les plus soumis de l'impérialisme français, Senghor, l'ex-président. La LCT aurait évidemment bien du mal à expliquer en quoi le sort de la population aurait été changé avec l'accession de Dia au pouvoir.

Il est vrai qu'apparemment, il n'y avait pas de risque : si la LCT voyait en Dia le cheval gagnant possible de la course électorale contre Diouf, elle était bien la seule à miser sur ce cheval puisque Mamadou Dia n'a eu que 1 %. Et après coup, la LCT aurait même bien du mal à donner une signification à ce vote, car franchement, l'ex-premier ministre ne se distinguait en rien de son successeur lointain, si ce n'est en ceci qu'il était soutenu par la LCT - ce qui ne doit pas faire une bien grande différence.

Alors, des révolutionnaires sénégalais auraient bien d'autres choses à faire que d'ajouter leurs faibles forces à celles des grandes formations pour implanter des illusions électoralistes alors que les élections existent à peine, et quant à la démocratie même bourgeoise, pour ainsi dire pas du tout. Même dans les pays impérialistes où la bourgeoisie est assez riche pour se payer un système parlementaire en permanence, les élections, c'est un masque pour faire oublier aux travailleurs que derrière les élections, le véritable pouvoir appartient à l'armée, la police, les fonctionnaires. Au Sénégal, le masque est transparent.

Alors, profiter des élections pour s'adresser aux travailleurs afin de les éclairer, d'élever leur conscience - certes; mais faire croire que Dia c'est bien, ce n'est vraiment pas élever leur conscience. Les camarades de la LCT savaient tout cela mais préféraient prendre au sérieux le joujou électoral de Diouf et parier sur Monsieur 1%, Dia, ancien valet de l'impérialisme sous le gouvernement de Senghor.

Le choix politique fait par les camarades de la LCT à ces élections montre bien l'incapacité de ces camarades de comprendre que le fait d'être faible organisationnellement ne doit pas être une raison de capituler en faveur d'un homme bourgeois, réactionnaire comme Mamadou Dia.

Les révolutionnaires marxistes devraient avoir ^{une} autre attitude politique. Ils auraient pu s'ils en avaient eu la force, présenter un candidat ouvrier révolutionnaire, non pas pour espérer chasser Diouf par les élections mais profiter de l'occasion pour dénoncer : - la mascarade électorale orchestrée par Diouf et Thiam; - la misère des

peuples des villes et des campagnes. Une candidature révolutionnaire pourrait dire à ces gens pauvres que ni Dia, ni Diop, encore moins Wade ne changerait le sort des ouvriers et des paysans pauvres. Mais que s'ils veulent vraiment changer leur sort, il faut qu'ils commencent à s'organiser dès maintenant pour chasser Diouf et tous les représentants de l'impérialisme français non par les urnes, mais par les armes.

LIBEREZ TOUS LES PRISONNIERS POLITIQUES

Au cours des élections présidentielles et législatives, le régime de Diouf a arrêté deux militants politiques, de l'extrême-gauche, tendance " Bolchévique " à Tambaconda.

Ces derniers collaient des affiches appelant au boycott des élections. D'ailleurs ils ne sont pas les seuls prisonniers politiques au Sénégal car aujourd'hui à notre connaissance, les militants qui réclamaient l'autonomie de la Casamance, arrêtés en décembre dernier croupissent toujours dans les prisons d'Abdou Diouf.

Le gouvernement pro-impérialiste de Diouf et Thiam a montré son vrai visage, celui d'une dictature qui se targue de démocratie.

Libération immédiate des deux militants arrêtés à Tambaconda ! Libération immédiate de tous les prisonniers politiques !

* * * * *
* * * * *
* * * * *
* * * * *

Mali LA SOCIMA AU BORD DE LA FAILLITE

Tout récemment, le directeur de la SOCIMA (Société des ciments du Mali) est passé à " Mali actualités ", émission de radio très écoutée du Mali.

Le passage de ce monsieur à cette émission a permis entre autres de révéler au public, les circonstances hasardeuses dans lesquelles l'Etat malien crée ses sociétés. A savoir que les décisions sont prises sans aucune étude préalable et sans tenir compte des bouleversements qu'un échec pourrait entraîner pour les finances publiques. Qu'on en juge par l'histoire de la SOCIMA.

Première " industrie lourde " du Mali, la SOCIMA fut créée en 1969. Elle comprend une usine principale, la cimenterie de Diamou et deux petites unités, une usine de chaux à Diamou et une marbrerie à Bamako. La SOCIMA est par ailleurs chargée de l'exploitation des gisements miniers au Mali. C'est seulement après la construction des usines et la mise en place des matériels que l'Etat a fait une étude économique et financière. Et les résultats de cette étude révélaient que le ciment produit à Diakouré viendrait plus cher que celui venant des pays voisins. Mais entre temps il était trop tard. Les usines étaient construites et l'Etat avait contracté une dette de six milliards cinq cent millions de Francs Maliens (6 500 000 000 FM) qu'il fallait rembourser.

Le gouvernement décida donc que les usines devaient tourner malgré la certitude qu'il y aurait des pertes d'argent. Mais cela ne changera rien. Chaque année la dette de la société augmentait. Pour les salariés, cela se traduisait par des conditions de vie plus difficiles car ils étaient de moins en moins bien payés.

En 1982 par exemple, pendant 8 mois les 400 travailleurs de la SOCIMA (cadres non compris) n'ont pas touché de salaire. La solution que la direction a trouvée était de leur donner des vivres et des médicaments à la place des salaires. Aujourd'hui la SOCIMA est quasiment en faillite. Son directeur trouve le seul remède pour que cet ensemble industriel survive, c'est de le lier à des groupes de producteurs étrangers de ciment, et aussi d'ouvrir les capitaux à des privés maliens.

En tout cas une chose est certaine. Que les capitaux privés entrent à la SOCIMA, cela ne pourra qu'arranger les cadres de cette société et à la limite l'Etat malien.

Ils disposeront d'argent frais pour leurs dépenses personnelles. Mais pour les travailleurs, c'est une autre affaire. Ils ne seront toujours pas assurés de toucher un salaire régulièrement. Quant au prix du ciment qui serait produit, il y a peu de chance qu'il soit plus bas que le prix du ciment venant des pays voisins.

Car en définitive, les problèmes de la SOCIMA sont aussi liés à l'économie capitaliste. Même dans les pays riches, les entreprises ont parfois du mal à résister à la concurrence des groupes plus puissants. Alors, que dire d'une entreprise déficitaire au départ, et qui plus est, installée et contrôlée par un pays pauvre, dont les dirigeants ne sont que des commis de l'impérialisme. C'est dire que toutes les tentatives sont pratiquement de la poudre aux yeux.

Car si Moussa Traoré et toute sa clique sont au pouvoir, ce n'est pas pour autre chose que se remplir les poches en pratiquant la corruption et les détournements.

Aujourd'hui ils paraissent s'inquiéter un peu du sort de la SOCIMA parceque si elle coule ce sera autant de sous de moins pour leurs poches.

TCHAD: les populations dans la peur et l'insécurité

Selon les déclarations du GUNT (gouvernement dirigé par le précédent président Goukouni actuellement dans l'opposition), rapportées le 9 mars dernier par la RFI (Radio France Internationale), le général Kolingba, chef de l'Etat centrafricain, aurait livré 300 réfugiés politiques tchadiens à Hissène Habré. Les réfugiés seraient destinés à être échangés contre le général centrafricain Mbaïkoua détenu au Tchad où il avait cru trouver refuge après l'échec de sa tentative de coup d'Etat en Centrafrique.

Si ces informations sont exactes, ces réfugiés sont allés grossir en prison le nombre des détenus politiques. Et il est possible que certains de ces nouveaux prisonniers politiques connaissent le sort de ceux qui ont été sommairement exécutés à cause de leur opposition - réelle ou supposée - au sanguinaire Habré. D'ailleurs d'autres tchadiens, parmi ceux qui ont été expulsés récemment du Nigéria, seraient exécutés dès leur arrivée à Ndjaména - sur simple dénonciation concernant leurs activités antérieures hostiles aux FAN (Forces armées du Nord) de Habré.

Ainsi, quelques mois seulement après la prise du pouvoir, les FAN ont déjà instauré une dictature particulièrement sanglante. Les contrôles policiers se multiplient. Par exemple à l'aéroport de Ndjaména, toutes les lettres que portent les voyageurs sont systématiquement ouvertes et vérifiées. En ville, c'est également les mêmes contrôles routiniers des pièces d'identité.

Pour renforcer l'appareil policier, ont été rapidement mises en place des organisations à la tête desquelles se trouvent des militants FAN. Ces organisations, qui ont essentiellement pour mission de faire la propagande des FAN et surtout de fournir des renseignements, sont les suivantes :

- les " coopératives ", qui regroupent des commerçants et notamment de petits vendeurs ambulants, se couvrent officiellement du manteau de syndicat.
- les " comités de quartiers " qui se cachent derrière le règlement des problèmes de quartiers.
- et l' " organisation de la jeunesse tchadienne " (OJT) qui ^{se} dissimule derrière des tâches telles que l'assainissement de Ndjaména, la distribution des vivres...

Au niveau des provinces, ce sont, comme d'habitude, les chefs de canton, les sous-préfets et les préfets qui assurent le rôle des agents de renseignements.

En fait, tous ces larbins font simplement de la délation. Et comme en plus de cela, un militant FAN ne peut avoir tort, il n'est pas étonnant que se multiplient les arrestations. Partout c'est la peur. Partout s'installe une insécurité permanente : les " combattants " FAN intimident les populations autres que goranes (ethnies à laquelle appartiennent la plupart d'entre eux), n'hésitent pas à commettre des exactions pour un rien, se livrent aux pillages et aux vols. Ce qui se passe actuellement au Tchad est un véritable brigandage légalement organisé.

Les pillages constituent probablement les principales sources de revenus des combattants FAN. Car au Tchad, les salaires ne sont pas payés. Les fonctionnaires et employés du secteur public n'ont rien touché - mis à part deux mois de " demi-salaires ". Dans le même temps, les ministres et les membres du " conseil consultatif " touchent au moins 250 000 F CFA.

En moins d'un an d'existence, le gouvernement de Habré a poussé à l'extrême tous les traits négatifs des gouvernements précédents tels que la corruption, le népotisme le tribalisme... Et le fait que le régime de Habré, à peine constitué, soit déjà ver-moulu n'a rien de surprenant : il provient de la lie des anciennes couches dirigeantes disloquées par les secousses de la guerre.

Les conditions sociales de vie des masses, aggravées par la guerre, ne trouveront évidemment aucune solution avec Habré et ses semblables pour qui la terreur est la seule méthode de gouvernement.

Face à cette situation, il est inutile de rejoindre les Goukouni et Kamougué contre Habré. Nous avons déjà vu ces dirigeants se succéder au pouvoir et mener exactement la même politique. La seule différence est que, contrairement à Habré, les deux autres n'ont pas su rapidement instaurer leur dictature.

Alors, s'il y a des gens qui veulent se battre, il n'existe qu'une seule voie susceptible d'ouvrir des perspectives : aider les masses opprimées à se doter d'une organisation de classe pour se défendre elles-mêmes.

ELECTIONS MUNICIPALES EN FRANCE

LES PROPOS RACISTES CONTRE LES IMMIGRES

Au cours des élections municipales qui viennent de se dérouler en France, plusieurs candidats et responsables politiques ont tenu des propos ouvertement racistes à l'égard des travailleurs immigrés dans le but de recueillir les voix de certains électeurs français.

Ainsi, selon le RPR et l'UDF, partis de droite, c'est la faute aux immigrés si l'insécurité s'installe en France. Gaudin, UDF, déclare à Marseille : " Nous demanderons que les délinquants étrangers soient expulsés ". Un candidat RPR qui brigait la mairie du 18^{ème} arrondissement a froidement affirmé qu'il existe bien un lien entre " l'immigration clandestine, la délinquance et la criminalité ". De tels propos sortis de la bouche des politiciens de droite ou d'extrême droite ne sont pas nouveaux; ils jouent souvent sur les préjugés racistes existant au sein de la population pour récupérer des voix. Mais face à ces attaques, que font aujourd'hui les partis de gauche qui hier dans l'opposition, défendaient de façon générale les travailleurs immigrés ?

Rien ! En cette période électorale, la droite comme la gauche partagent le même souci : comment faire pour récupérer les voix de certains électeurs ! Il arrive que certains candidats ou dirigeants de la gauche utilisent les mêmes recettes que certains de la droite.

Mauroy, premier ministre, a récemment déclaré à propos de la grève des travailleurs immigrés de Renault-Billancourt que ceux-ci sont manipulés par les intégristes musulmans que leurs revendications n'ont rien à voir avec les réalités sociales françaises. Au lendemain du premier tour, Gaston Defferre a déclaré à Marseille : " Avec moi, finis les faux touristes ". A la différence des partis de droite, ceux de gauche prennent certaines précautions en mesurant les mots quand ils parlent des travailleurs immigrés; mais il n'en demeure pas moins, quand au fond, qu'ils tiennent les mêmes propos anti-immigrés. Car eux-aussi font la chasse aux voix.

IL YA 100 ANS

MOURAIT KARL MARX

Il y a 100 ans, le 14 mars 1883, Karl Marx mourait à Londres, à l'âge de 65 ans. Mais un siècle après sa disparition, la théorie du socialisme scientifique qu'il élaborait avec la collaboration de son ami Friedrich Engels reste toujours d'actualité. Marx n'était pas seulement un théoricien mais aussi un militant. Il a combattu jusqu'à sa mort aux côtés du prolétariat. Il a aidé celui-ci à avoir un programme politique et une organisation indépendante des autres classes.

Il était profondément convaincu que la classe ouvrière était devenue la seule classe capable d'offrir une nouvelle perspective à l'ensemble de l'humanité; et que pour y parvenir il n'y avait qu'une solution : que la classe ouvrière s'organise et s'arme pour renverser la société bourgeoise par la révolution et mettre en place un pouvoir dirigé et contrôlé par les exploités jusqu'à ce qu'il n'existe plus d'exploitation de l'homme par l'homme.

Le capitalisme en développant les moyens de production a créé les conditions de sa propre disparition. Et le prolétariat en renversant ce système peut bâtir une nouvelle société où tous les hommes pourraient bénéficier d'une répartition plus juste de toutes les richesses accumulées et vivre égaux. C'est la seule issue pour l'humanité, car le capitalisme est depuis longtemps entré dans sa phase décadente et il ne peut engendrer que des crises et des guerres de plus en plus meurtrières.

En moins d'un siècle, la bourgeoisie a largement montré à travers le pillage et les guerres coloniales ainsi qu'à travers les deux grandes guerres mondiales qui ont fait des dizaines de millions de morts, ce qu'elle est capable d'engendrer.

Aujourd'hui c'est ce même système qui continue à dominer le monde. Cela a abouti à l'appauvrissement des pays du tiers-monde au profit d'une poignée de trusts et d'une bourgeoisie de quelques pays d'occident. Le monde est frappé par une nouvelle crise économique depuis quelques années. Cela a entraîné des millions de chômeurs dans les pays capitalistes " avancés " et une misère encore plus profonde dans les pays pauvres. Cette crise, si elle continue et s'aggrave, peut provoquer des tensions graves entre les Etats capitalistes et entraîner ainsi l'humanité dans une nouvelle boucherie.

Pour éviter de telles catastrophes, il n'y a pas d'autre solution que celle préconisée par Marx. Cette solution ne pourrait venir que du prolétariat, seule classe internationale capable - parce qu'elle est concentrée dans les villes, présente dans les points clés de l'économie capitaliste, proche des centres de décision de la vie politique et sociale - d'empêcher la bourgeoisie d'agir en enlevant de ses mains son pouvoir économique et politique.

Certains nationalistes africains s'opposent au marxisme en disant que c'est une " idéologie occidentale qu'on ne peut pas importer en Afrique parce qu'elle ne tient pas compte des réalités africaines ". C'est, soit dit entre parenthèses, le même genre d'arguments qu'avancent nos dictateurs, quand ils éprouvent le besoin d' " argumenter " , pour emprisonner tous ceux qui osent s'opposer à eux et qui demandent par exemple la liberté d'expression et d'organisation.

Ces mêmes gens ne sont pas du tout gênés quand ils viennent apprendre en Occident comment gérer une entreprise capitaliste ou comment utiliser la " technologie occidentale " pour exploiter les populations de leurs pays. Ces gens ne sont pas gênés quand ils singent les habitudes et la manière de vivre des bourgeois occidentaux. Ils possèdent des voitures ou boivent du coca-cola, ces produits bien occidentaux !

L'attitude des nationalistes déjà au pouvoir ou de ceux qui voudraient y être,

. . . / . . .

par rapport au marxisme n'a rien à voir avec le fait que cela vienne des pays occidentaux. Que le marxisme soit né en Europe, quoi de plus normal ! Le marxisme n'est pas sorti de la nature par on ne sait quel hasard ! C'est le capitalisme qui a engendré les conditions de son existence, comme il a engendré le prolétariat. Le marxisme est un outil de combat du prolétariat contre la société capitaliste.

De nos jours, le capitalisme a pénétré partout. Même le paysan au fin-fond de la brousse africaine y est touché ne serait-ce que par l'intermédiaire de ce qu'il achète ou vend pour survivre. La bourgeoisie capitaliste a transformé toute la planète selon ses besoins. Elle a installé aux quatre coins du monde des régimes à sa solde. La société africaine n'a été épargnée; un prolétariat y existe aujourd'hui. Il est constitué par des ouvriers des villes, des ouvriers agricoles ainsi que par des millions de chômeurs agglutinés dans les taudis autour des grandes villes.

C'est cela la réalité africaine d'aujourd'hui, qui est d'ailleurs celle qui existe dans les autres continents. Nous, révolutionnaires africains, nous pensons que le prolétariat africain est capable de s'organiser pour renverser ses exploités. Il fait partie intégrante du prolétariat mondial et il a son rôle à jouer dans le renversement de la bourgeoisie à l'échelle mondiale.

Certains nous rétorquent que le prolétariat africain est encore minoritaire pour jouer ce rôle et que par conséquent il doit s'allier avec la bourgeoisie et la petite bourgeoisie africaine se réclamant de l'anti-impérialisme. Nous disons que c'est un piège pour le prolétariat africain, même minoritaire, de se mettre derrière la petite bourgeoisie ou la bourgeoisie quel que soit son " anti-impérialisme ".

disent
Quand les nationalistes/qu'ils sont " anti-impérialistes " ce n'est pas qu'ils sont contre le système capitaliste. Ils veulent tout simplement obtenir un peu plus de miettes de l'exploitation des ouvriers et des petits paysans et un peu plus de marge de manoeuvre par rapport à l'impérialisme. Les expériences de luttes " anti-impérialistes " en Chine, à Cuba, en Algérie ou en Angola nous montrent les limites et l'impasse dans lesquelles les nationalistes veulent mener les exploités de leurs pays.

Dans ces pays-là, les populations ont mené des luttes dures voire de véritables révolutions contre l'impérialisme. Mais on peut constater que même si certains de ces peuples ont réussi à déserrer l'emprise de l'impérialisme, celui-ci n'a pas été battu. Il continue toujours à dominer la quasi-totalité de notre planète. Même-là où des révolutions nationalistes ont eu lieu, la misère est loin d'avoir disparu. Les exploités sont tenus à l'écart du pouvoir comme partout ailleurs. Alors même si le prolétariat est minoritaire, il doit toujours avoir une politique indépendante des autres classes. Cela y va de l'avenir de tous les exploités.

Cela ne veut pas dire que la classe ouvrière sera seule à faire la révolution. Dans les pays pauvres, à elle seule la classe ouvrière ne peut pas prendre le pouvoir des mains de la bourgeoisie. Cela n'est possible qu'avec l'appui et la participation active de la majorité de la population. Les ouvriers russes l'ont démontré en prenant le pouvoir en 1917. La classe ouvrière a des alliés naturels dans la population. Ce sont les petits paysans et les petites gens des villes. Ils sont tous victimes du système capitaliste et ils ont tous intérêt à mener un combat commun pour renverser leurs exploités.

Mais si le prolétariat prend le pouvoir dans un pays en Afrique, il ne s'en arrêtera pas là. Il s'adressera aux ouvriers des autres pays. Le prolétariat est fort en tant que classe internationale capable de s'opposer au capitalisme par delà les frontières. Partout où le capitalisme exploite, les ouvriers ont des alliés de classe. Alors quand les nationalistes nous parlent de "réalités africaines" et nous disent qu'ils ne veulent pas d'une "idéologie importée", ce qu'ils veulent en réalité c'est le maintien et la continuation de ce système qui engendre la misère pour l'écrasante majorité de la population.

Nous ne voulons pas de cette réalité-là. Nous luttons pour une autre réalité :

... / ...

la destruction de l'impérialisme, la répartition des richesses à l'échelle du monde.

Et pour y parvenir il n'y a pas d'autre solution que la révolution prolétarienne à l'échelle du monde. C'est pourquoi nous pensons que les idées de Marx sont encore vivantes, pas seulement pour le prolétariat occidental, mais aussi pour celui du monde entier.

* * * *

A NOS LECTEURS ET ABONNES

* * * *

*

*

*

*

*

NOTRE ADRESSE HABITUELLE ETANT PROVISOI-
REMENT SUSPENDUE, NOUS PRIONS NOS LECTEURS
ET ABONNES D'INTERROMPRE TOUTE CORRESPON-
DANCE AU JOURNAL POUR LE MOMENT.

*

*

*

*

*

*

*

*

*

* * * *

Merci.

* * * *

CONFIDENTIAL

The following information is being provided to you for your information only. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

The information is confidential and should be kept confidential. It is not intended to be used for any other purpose. The information is confidential and should be kept confidential.

CONFIDENTIAL

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917 ; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux ; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples ; pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours même de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.